

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article3140>



# Sur le front des services publics - Intervention de Bernard Valin (SD 44)

- FSU - CDFN - CDFN 2020-2021 - CDFN novembre 2020 -



Date de mise en ligne : mardi 24 novembre 2020

Date de parution : 24 décembre 2020

---

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

---

Les services publics servent depuis de longues d'années de variable d'ajustement à la réduction de la dette publique et les agent.es sont régulièrement montré.es du doigt par les gouvernement successifs comme étant trop nombreux.ses et trop coûteux.ses. Cette politique de réduction du nombre de fonctionnaires s'accompagne d'une volonté de faire d'eux des agent.es polyvalent.es et transférables à merci. C'est ce qui se passe avec le transfert des personnels de Jeunesse et Sport (JS) vers l'éducation nationale. Là où il y avait une ambition éducative, on découvre que des missions restent sous dominante préfectorale. Et ce sont les agent.es une nouvelle fois les grand.es perdant.es. Lors du CTA éducation nationale du 13 novembre, la délégation FSU de l'académie de Nantes a voté contre le transfert car il ne correspond en rien aux attentes des agent.es de JS en termes de missions et de métiers.

Se pose ici la question de la mise en place du SNU, qui deviendrait l'une des principales taches des personnels. La section de Loire-Atlantique tient à rappeler que le SNU ne remplit aucune mission émancipatrice et ne s'inscrit dans aucune démarche de progrès. Au contraire, sa vision est à l'opposé des principes de l'éducation populaire et sa pseudo mixité sociale ne résistera ni aux réalités de terrain ni aux attentes des jeunes. Il est urgent que la FSU mène une campagne demandant l'abandon du SNU comme cela a été voté lors du congrès de Clermont-Ferrand et réfléchisse à une construction collective d'un projet éducatif liant le scolaire, l'extra et le périscolaire dont l'objectif est de consolider les engagements républicains de l'École.

Les attaques répétées à l'encontre des SP doivent nous interpeller davantage. Le projet de loi de finance poursuit ce long travail de démantèlement. De même, le plan de relance à 100 milliards oublie les SP et fait la part belle aux entreprises, principalement les grandes. Il convient de se mobiliser pour une autre répartition des richesses en rétablissant l'ISF, en maintenant l'impôt sur la production et en taxant les produits financiers. Ces milliards devront être redistribués vers les SP pour créer des postes, les maintenir sur tout le territoire...

Dans une société toujours plus individualiste et niant les cadres collectifs, des SP confortés dans leurs moyens, leur présence sur l'ensemble du territoire et leurs missions à destination de tou.tes les citoyen.nes sont incontournables. Il est donc urgent que la FSU, dans un cadre unitaire large, organise une campagne d'actions, d'informations sur le rôle et la prépondérance des SP dans notre société.